

CONFÉRENCE DE LA HAYE SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

«C'est un marché de dupes»

Bakary Kante, responsable au Programme des Nations unies pour l'Environnement, estime que l'Afrique n'a pas les moyens de négocier.

La Haye envoyé spécial

Ancien directeur de l'Environnement au Sénégal, président de l'organe subsidiaire de mise en œuvre de la convention sur les changements climatiques de 1997 à 1999, Bakary Kante est aujourd'hui directeur des politiques et du droit de l'environnement au PNUE (Programme des Nations unies pour l'Environnement). Alors que la conférence de La Haye oppose, depuis son ouverture, Américains et Européens sur les modalités d'application du protocole de Kyoto (*Libération* d'hier), cet ex-leader du groupe des pays africains estime que son continent est en position de faiblesse dans ces négociations sur le réchauffement climatique.

Comment l'Africain que vous êtes perçoit-il cette conférence?

L'enjeu de cette conférence est de trouver les modalités pratiques pour mettre en œuvre rapidement le protocole de Kyoto (1997, *ndlr*), qui chiffre des objectifs de réduction des émissions de CO₂, qui entraînent le réchauffement de la planète. A l'époque, les pays riches, responsables de la pollution, s'étaient engagés à réduire de 5,2 % leurs émissions de CO₂ entre 1990 et 2010. Il avait été convenu de mettre en place, entre autres, un «mécanisme de développement propre». En gros, il s'agit pour les entreprises du Nord de pouvoir remplir leurs futurs engagements de réduction de gaz à effet de serre en finançant des projets dans les pays du Sud notamment, pourvus qu'ils soient peu pollueurs. Et c'est une idée louable, car c'est la quantité de CO₂ émise à l'échelle de la planète qui compte. C'est donc un mécanisme qui, en théorie, devrait aider les pays en développement, qui sont tous demandeurs d'investissements des entreprises du Nord ou encore de transferts de technologies.

Cela dépasse donc la seule question de l'environnement?

Bien sûr. N'oubliez pas que les pays les moins avancés sont les premières victimes de la baisse constante de l'aide publique au développement. Et cette catégorie de pays se trouve surtout sur le continent africain. Il est donc normal de voir des pays africains soutenir l'idée du mécanisme de développement propre. Ils sont persuadés qu'ils ont tout à y gagner.

Sur le plan théorique on peut très bien imaginer qu'une multinationale décide d'investir dans un pays africain. Elle y gagnerait, puisque cet investissement propre lui rapporterait des crédits d'émission de CO₂. Mieux encore, une partie de l'investissement serait retenue par une structure supranationale qui pourrait financer de nouveaux investissements au Sud. Mais on peut craindre que les pays émergents, comme l'Inde ou la Chine, raflent la mise. Car ce sont eux qui ont des marchés solvables. Eux qui pourront proposer des infrastructures efficaces. Encore eux qui auront

une main-d'œuvre relativement bien formée... En face, les pays les moins avancés n'auront pas grand-chose à proposer. Voilà pourquoi je suis sceptique.

Vous l'êtes aussi pour les «puits de carbone»?

Nous sommes dans la logique des mécanismes de dé-

veloppement propre. Il faut bien comprendre que les Américains savent qu'ils ne pourront jamais honorer les engagements de Kyoto à court terme, sauf à mettre en danger leur secteur privé. Alors ils ne cessent d'exiger de pouvoir comptabiliser leurs forêts ou encore les investissements de reboisement dans les pays du Sud dans leur effort de réduction de consommation de CO₂. L'Afrique s'est accrochée à cette idée, justement parce qu'elle est réaliste: elle sait qu'elle ne pourra pas attirer des investissements étrangers, alors elle dit oui aux «puits de carbone» (*les végétaux retiennent la moitié du CO₂ qu'ils absorbent, ndlr*). Concrètement: dans ce futur système, un paysan africain pourra planter des arbres sur ses champs et toucher un revenu.

Grâce à qui?

Grâce au mécanisme de développement propre dont les caisses seront alimentées par une ponction sur les investissements propres faits par les entreprises ou les gouvernements des pays industrialisés. Mais, aujourd'hui, les études nous disent que notre paysan africain gagnerait au mieux de 2 à 40 dollars en cinq ans par hectare reboisé. C'est ridicule!

Quelle est alors la solution qui vous paraît équitable?

Il faut que les négociateurs africains réalisent qu'on leur impose une logique de marché. On leur dit: «Plantez des arbres et vous aurez des revenus.» Mais on ne leur dit pas: «Vous n'avez aucune chance d'attirer des investisseurs étrangers pour développer vos économies de manière durable.» L'Afrique aurait dû se focaliser sur l'idée du développement et exiger des mécanismes spécifiques d'incitation à l'investissement dans notre région. Mais, pour cela, il fallait une volonté politique.

Qu'est-ce qui empêche l'Afrique de revendiquer une telle idée?

C'est l'éternel problème. Hélas, une fois de plus on réalise à quel point elle souffre d'un manque d'expertise, tant scientifique, économique que financier. Que peut faire un pays comme le Burkina, qui n'a qu'un représentant pour défendre son bout de gras, qu'un expert pour décortiquer des tonnes de documents complexes. Dois-je vous rappeler que les Etats-Unis ou l'Europe débarquent ici avec des dizaines de personnes par délégation? A elle seule, la France en compte 75... C'est un marché de dupes! ●

Recueilli par VITTORIO DE FILIPPIS